

Séminaire annuel de l'Observatoire Chine

Séminaire France-Malaisie sur la Chine

28 septembre 2017

mémo
OBSERVATOIRE CHINE 2017/2018

Panel I: Les relations Chine-Malaisie : diplomatie « douce » et conflits territoriaux épineux

Table ronde n°19/24 de l'Observatoire Stratégique et Politique de la Chine, cycle 2017-2018, 28 septembre 2017

Chair : Capitaine de Frégate Jérôme Chardon, DGRIS

Speaker : Dr Vivian Louis Forbes, MIMA

Discutante : Farish Ahmad Noor, RSIS Singapour

Introduction

Cette journée d'étude a pour but de croiser les regards français et malaisiens sur les récentes politiques chinoises, afin de mieux comprendre les enjeux et implications que représentent de nouvelles données telles que l'initiative chinoise Belt and Road ou la nouvelle affirmation de puissance chinoise en mer de Chine du Sud pour les pays du sud-est asiatiques, que la nouvelle question du terrorisme préoccupe par ailleurs. Ainsi, ce séminaire entend fournir des réflexions poussées, appuyées par des connaissances et points de vue français et malaisiens sur la Chine.



Panel I: Les relations Chine-Malaisie : diplomatie « douce » et conflits territoriaux épineux

Chair: Capitaine de Frégate Jérôme CHARDON, DGRIS, Ministère des Armées.

Speaker: Dr Vivian Louis FORBES, MIMA (Maritime Institute of Malaysia).

Discussant: Farish Ahmad NOOR, RSIS Singapour (S. Rajaratnam School of International Studies).

Le panel s'ouvre sur la question suivante : comment comprendre les conflits territoriaux en mer de Chine du Sud, à travers le prisme des relations Chine-Malaisie ? Il conviendrait en premier lieu de noter que les défis socio-économiques et de sécurité sont étroitement liés, et qu'il serait donc dérisoire de tenter de les analyser séparément. Ainsi, il serait intéressant d'analyser l'évolution des relations Chine-Malaisie à travers trois prismes, en commençant par prendre en compte la compétition entre la Chine et les Etats-Unis. En effet, Pékin est le premier partenaire commercial de la Malaisie ; en même temps, après avoir longtemps privilégié Washington, Kuala Lumpur se rapproche de la Chine dans les domaines militaires et de la défense. Le deuxième prisme est celui des disputes territoriales en mer de Chine du Sud dans leur ensemble, question pour laquelle Pékin tente d'adopter une approche plus bilatérale ; approche également adoptée par la Malaisie, au dépit de l'ASEAN. Enfin, le troisième prisme relève de l'aspect légal des conflits territoriaux. Si les revendications « historiques » de Pékin ont été légalement invalidées par la Cour Internationale de Justice (CIJ) en juillet 2016, la Malaisie n'en reste pas moins prudente et demeure proche de Pékin. Cette vision exposée rapidement pouvant être un peu simpliste, la parole est laissée au *speaker*, le Dr. Vivian Forbes.

Le **Dr. Vivian Louis Forbes** souhaite rappeler les fondements des relations entre la Chine et la Malaisie, qui sont fondées, côté malaisien, sur une diplomatie qu'il qualifie de « douce », et ce, malgré les conflits territoriaux en toile de fond.

La Chine et la Malaisie sont d'abord des partenaires commerciaux : bénéficiant d'une relation privilégiée depuis plus de 40 ans, ils sont également partenaires au sein de l'ASEAN. Depuis 2009, leurs relations ont pris un nouveau tournant. La Chine devient une figure plus significative dans la politique étrangère de la Malaisie. Kuala Lumpur préfère en effet se tourner vers la Chine en matière de partenariats économiques, d'autant plus qu'elle est membre de la Banque asiatique d'investissements et d'infrastructures (BAII), et que les Etats-Unis se sont retirés du partenariat trans-pacifique (PTP) que Kuala Lumpur avait signé en février 2016. Le fait le plus représentatif de ce tournant dans les relations Malaisie-Chine est sans doute la suite d'accords (dix au total) signés entre les deux pays le 1^{er} novembre 2016, qui prévoient une coopération étroite

en matière d'affaires et de défense¹.

Si l'entente économique semble bonne, notons toutefois que les deux pays prennent soin de ne pas mentionner les conflits territoriaux en mer de Chine du Sud. En novembre 2016, soit quatre mois après la décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) d'invalider légalement les « revendications historiques » chinoises et plaçant ainsi potentiellement les pays de l'ASEAN dans une position de force, la Chine et la Malaisie ont signé un accord de coopération navale en mer de Chine méridionale afin d' « assurer la paix et la stabilité ». En effet, la Malaisie réfléchit bilatéralement et prend en compte les réalités du terrain, ce qui facilite la stratégie de Pékin². Kuala Lumpur compte attirer davantage de fonds chinois pour compenser la baisse d'investissements directs à l'étranger (IDE) et le ralentissement économique³.

Quant à Pékin, une bonne entente avec la Malaisie est bénéficiaire à plusieurs niveaux. En premier lieu, elle permet de sécuriser une partie des voies maritimes de communications (*sea lines of communication*, SLOCs), qui lui rendent possible l'importation d'énergies et assurent son économie et sa stabilité intérieure. En second lieu, elle permet l'accès et l'exploitation des ressources pétrolières situées notamment dans les îles Spratleys⁴. Enfin, une bonne entente bilatérale avec la Malaisie aide la Chine à diversifier les passerelles d'accès à l'ASEAN, dont le manque d'unité actuel joue en faveur de Pékin.

En somme, conclut le Dr. Forbes, la Malaisie fait face à un dilemme : son principal partenaire commercial est essentiel à son économie, mais il représente également une menace sécuritaire grandissante.

1 - Le 1^{er} novembre 2016, la Malaisie et la Chine ont en effet signé un accord de « coopération navale » et promis une meilleure entente sur le dossier de la mer de Chine méridionale. Cet accord marque un revirement du Premier ministre Najib Razak vers la Chine, dans un contexte où ses relations avec les Etats-Unis se refroidissent. « Malaysia PM signs defence deal in tilt toward China », *The Straits Times*, 1^{er} novembre 2016, <<http://www.straitstimes.com/asia/east-asia/china-and-malaysia-sign-agreement-on-navy-vessels-after-najib-li-meeting>>

2 - Si elle avait revendiqué, à l'instar du Vietnam, une partie de son plateau continental, la Malaisie s'est rapidement ravisée.

3 - Nuançons également le propos et la position malaisienne vis-à-vis de la Chine : si le sujet des conflits territoriaux est certes peu abordé, Kuala Lumpur a toutefois tenu à ne pas émettre de compromis sur ses revendications. Le pays s'est engagé à continuer et assister à la résolution des questions en mer de Chine méridionale à travers le dialogue. S'il s'agit de simples « jolis mots diplomatiques » selon le Dr. Forbes, force est de constater que la Malaisie tente de maintenir, même timidement, ses revendications.

4 - Pour ce faire, Pékin établit sur ces îles et donc ces eaux une souveraineté de fait, en construisant des îles artificielles et bases militaires d'une part, mais aussi en tentant de promouvoir l'appartenance de ces territoires à la Chine dans l'imaginaire collectif de ses citoyens d'autre part, par exemple en les encourageant ses citoyens à s'y rendre en vacances. Le Dr Forbes nous raconte avoir vu plusieurs magazines de voyage montrer des touristes en vacances sur ces îles, notamment à Laconia Shoal, pourtant situées pour beaucoup dans les zones économique exclusive (ZEE) de pays sud-est asiatiques.

En outre, le Dr. Forbes rappelle la transformation récente de la carte du territoire national chinois. Sur le passeport de citoyens chinois, une carte montrant une « 9-dash line » est imprimée de manière explicite. Plus récemment, des cartes 10-dash voire 13-dash line ont vu le jour. En 2013, ces lignes démarquant les revendications maritimes comprenaient Taiwan et ses eaux territoriales.

A l'instar de beaucoup de pays de l'ASEAN revendiquant potentiellement des territoires en mer de Chine méridionale, la Malaisie subit une pression économique de la part de Pékin, ne lui laisse ainsi guère le choix de s'affirmer souverain sur ses territoires maritimes.

Il est ajouté qu'à la suite des exercices chinois près de James Shoal, Kuala Lumpur a décidé de déclarer que « ces exercices n'ont jamais eu lieu ». En effet, tout exercice militaire déclaré aurait dû être soumis à une autorisation formelle, ce qui l'aurait fait entrer en conflit avec la Chine, même si celui-ci est mineur. Tant que la Malaisie n'aura pas défini de politique claire concernant ses conflits territoriaux, la Chine profite de l'ambiguïté régnante ; elle saura en tirer avantage.



Discussion

Le **Dr. Farish Ahmad Noor** apporte à son tour son éclairage et ouvre la discussion en offrant une perspective plus interne à l'ASEAN, qui permet de mieux comprendre les positions pragmatiques adoptées par plusieurs pays.

En sa qualité d'historien, il revient sur le fait qu'on assiste à un retour à l'Asie interconnectée, à « l'Asie avant l'Europe ». Selon lui, il y a une continuité dans la perception qu'ont les pays membres de l'ASEAN de la Chine : il s'agit d'un voisin plus grand et plus puissant, et ce depuis plusieurs siècles. Dans l'histoire précoloniale de l'Asie du Sud-Est, une vassalité plus ou moins explicite existait en effet durant des centaines d'années entre la Chine et le sud-est asiatique, qui « gravitait » en orbite autour de la Chine. De plus, le sud-est asiatique ayant également été influencé par le continent indien, la région s'est de fait toujours retrouvée entre l'Inde et la Chine. Ainsi, les pays d'Asie du Sud-Est sont habitués à cette configuration, et s'en accommodent depuis 2000 ans à travers une stratégie de couverture⁵.

Néanmoins, le Dr. Ahmad Noor insiste également sur le problème de la centralité de l'ASEAN, et son manque d'unité lorsqu'elle élève la voix. Ce déficit d'unité était déjà clair avant le revirement des Philippines. Alors chaque pays de l'ASEAN agissait sans nécessairement consulter les autres sur des questions d'ordre régional. Selon le Dr. Ahmad Noor, cette voix unique et concertée n'est pas prête à se faire entendre. En effet, chaque pays de l'ASEAN est pour le moment trop occupé avec ses propres problèmes intérieurs d'une part, et la réalité des IDE chinois injectés dans leur économie est bien trop présente d'autre part. En conséquence, la majeure partie des pays de l'ASEAN ayant des revendications territoriales en mer de Chine méridionale n'arrive pas à se concerter de manière efficace pour s'élever comme

5 - Il s'agit pour la plupart de ces pays d'entretenir des liens avec les puissances extrarégionales « afin de faire contrepoids à la Chine ». Joseph Y.S. Cheng, « La stratégie régionale de la Chine en Asie orientale : ambitions et défis », *Perspectives chinoises*, 15 juin 2013, <<https://perspectiveschinoises.revues.org/pdf/6558>>

une unique voix face à Pékin.

Le **Dr. Vivian Forbes** ajoute qu'il est intéressant d'analyser l'impact de la nouvelle affirmation de puissance de la Chine sur la longue durée ainsi que ses différents effets dans chaque pays. Par exemple, certains villages du Laos – pays enclavé – recrutent et paient des enseignants de mandarin. Or, ces écoles laotiennes enseignant le mandarin utilisent des manuels fournis par la République Populaire de Chine (RPC), manuels qui contiennent la version officielle chinoise des frontières et territoires maritimes. Ce type de procédé n'est pas sans entraver davantage l'unité, déjà faible, de l'ASEAN.

Le trafic maritime en mer de Chine méridionale est également une question à aborder : le nombre de vaisseaux militaires dans la région, en sus des bateaux commerciaux, est en constante augmentation, et des collisions entre bateaux des pays de l'ASEAN surviennent fréquemment. Historiquement, l'ASEAN s'accommodait de ces passages étroits et du lourd trafic maritime, cependant la plus grande présence de la Chine et son besoin de sécuriser les voies maritimes de communications (SLOCs) l'en empêchent désormais.

Ce compte-rendu a été préparé par Kimberley Le Pape, assistante de recherche à Asia Centre.